OUVERTURE DE LA SESSION DE PRINTEMPS DE L'APN ET DU SÉNAT

Adieu et... au revoir

L'Assemblée populaire nationale et le Conseil de la nation ont ouvert, hier, leur session printanière, dans une démarche purement protocolaire, puisque se limitant seulement à respecter l'article 118 de la Constitution et l'article 5 de la loi organique définissant l'organisation et le fonctionnement des deux chambres, l'actuelle législature de l'APN, la 6e étant arrivée à son terme et se devant se faire succéder par une autre à la faveur des législatives du 10 mai prochain.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Ce qui a fait que les présidents de l'APN et du Sénat ont mis à profit ce contexte électoral pour présenter, chacun en ce qui le concerne, le bilan de la mandature qui arrive à son terme.

Une mandature pourtant fortement décriée pour avoir été, de l'avis de nombre d'hommes politiques et d'observateurs de la scène nationale, la plus faible de toutes.

Ce qui est aux antipodes du bilan que Abdelaziz Ziari et Abdelkader Bensalah ont présenté.

Pour le président de l'APN, dont l'allocution s'est faite sur un air d'adieu pour nombre de députés, les bilans de la présente mandature sont meilleurs que ceux réalisés par les précédentes.

Et à Ziari de faire part de pas moins de 72 projets de loi avec 4 200 articles, 303 plénières durant dix sessions, 109 réunions du bureau de l'Assemblée, en sus de 26 instructions.

Les députés ont, eux aussi, à contrôler l'action de l'exécutif avec débat sur sa déclaration de politique générale, à constituer une commission d'enquête sur la rareté des produits alimentaires de large consommation, adressé 883 questions écrites, 713 autres orales. Le président de l'APN, louant les mérites de l'Assemblée sortante, a procédé à 339 amendements sur les 2 165 proposés par les députés en rapport aux projets de loi ayant émané du gouvernement.

Et au vu des colossales sommes injectées dans le cadre du quinquennat en cours et touchant à divers secteurs, la présente Assemblée a eu, selon son président, le mérite d'avoir réinstauré la loi de règlement budgétaire après 27 ans d'abandon, à l'effet, dira-t-il, de renforcer le contrôle parlementaire sur les énormes dépenses publiques avec, en sus, le renforcement des prérogatives de la Cour des comptes.

Dans son bilan, Ziari n'a pas omis de revenir sur ce que la présente Assemblée a accompli comme avancées politiques, à commencer, dira-t-il, par l'amendement de la Constitution qui, dira-t-il, a consacré une place prépondérante à la femme. Le président de l'APN, tout comme Bensalah se sont enorgueillis du fait que les deux chambres aient accompagné les réformes politiques initiées par le président de la République en adoptant, dans l'«urgence», tout un ensemble de textes législatifs, entre autres les lois sur les partis politiques, les associations, celle sur l'information, la loi organique portant régime électoral, etc.

Le duo ne s'est pas privé de faire appel à un vote massif lors des prochaines législatives. Vote que le président de l'APN considère comme «un devoir dicté par les valeurs civilisationnelles et républicaines et une obligation qui lui offrira l'opportunité d'adhérer à la construction de son avenir».

Ceci au moment où le président du Sénat qualifie ce rendez-vous électoral d'«historique», affirmant que «les partis se partagent la responsabilité dans la sensibilisation des citoyens à l'importance d'accomplir son devoir le 10 mai prochain».

M. K.

Abdelaziz Ziari.

Abdelkader Bensalah.

Photo : Samir Sid

Ils ont dit

Présents, hier, à l'ouverture de la session parlementaire de printemps, Ahmed Ouyahia, Mourad Medelci et Noureddine Zerhouni ont commenté l'actualité. Attentat de Tamanrasset, relations avec la Libye et politique intérieure, les trois responsables sont revenus sur les sujets de l'heure.

Tarek Hafid

Attentat de Tamanrasset

Ahmed Ouyahia : «Le terrorisme est un acte criminel, et cela quelle que soit la dénomination de l'organisation qui a perpétré l'acte criminel contre le siège du groupement de gendarmerie de Tamanrasset. Nous dénonçons cet attentat et espérons un prompt rétablissement aux gendarmes et aux citoyens qui ont été blessés. Nous confirmons que l'Algérie poursuivra sa lutte contre le terrorisme, et ce, quel que soit le nom de l'organisation. L'Algérie combat le terrorisme. Le terrorisme nous a malheureusement frappés encore une fois. Nous continuerons notre combat pour le détruire, qu'il s'appelle Al Qaïda, GSPC ou je ne sais quoi. C'est un ennemi unique et indissociable. Bien entendu, c'est une période (pré-électorale, ndlr) durant laquelle il faut faire preuve de plus de vigilance. Ce sont des criminels. Nous les combattrons et nous les exterminerons.»

Noureddine Zerhouni : «Cet attentat n'est pas étonnant du fait de la situation sécuritaire dans la région (du Sahel).»

Relations avec la Libye

Ahmed Ouyahia : «Les canaux qui nous lient à nos frères libyens sont totalement ouverts. C'est un espace de dialogue fraternel, d'entente et d'échange. De retour de Libye, notre ministre des Affaires étrangères m'a annoncé avoir eu le plaisir de rencontrer son homologue libyen. Nous avons pour objectif de renforcer les liens avec nos voisins et nous n'avons pas à prendre en considération ce qui est rapporté par les médias. Trop de choses sont rapportées (par la presse), mais nous ne sommes pas concernés par ces propos.»

Mourad Medelci : «Il n'y a pas de normalisation avec la Libye car cela signifierait qu'il y a un problème. Nous n'avons rien à normaliser, nous avons des relations normales. Ma visite en Libye était programmée depuis déjà longtemps. Elle fait suite à la rencontre entre le président de la République et le président Abdeljalil. Elle fait également suite à une rencontre entre nos deux Premiers ministres à Addis-Abeba et à la visite de l'importante délégation conduite par le secrétaire général du ministère de l'Intérieur. C'est une étape dans le cadre d'une série de visites que nous allons nous rendre les uns les autres.»

Un futur Premier ministre issu de la majorité parlementaire ?

Ahmed Ouyahia : «Le Premier ministre est nommé par le président de la République. Et un Premier ministre ne peut pas définir les contours du futur Premier ministre.»

Appel au boycott des législatives

Ahmed Ouyahia : «Le boycott ne saurait être un programme politique. J'espère que les partis et les personnalités politiques puissent défendre leurs idées.»

Inscription de 33 000 militaires sur le fichier électoral

Ahmed Ouyahia : «Je regrette cette manière de faire de la propagande par des chefs de partis politiques. Cela touche en premier lieu à la crédibilité de l'Etat et de son armée populaire. Je rappelle qu'au moment de la révision du fichier électoral, ces militaires, la kalachnikov et la bonbonne de gaz sur le dos, portaient secours aux villageois piégés par la neige.»

MOURAD MEDELCI AUJOURD'HUI À TRIPOLI

Aïcha Kadhafi a-t-elle à craindre pour son permis de séjour ?

Le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci, est attendu aujourd'hui à Tripoli, à l'invitation de son homologue libyen Achour Saad Ben Khayal. Les observateurs s'attendent à ce que les autorités libyennes formulent, à cette occasion, la demande d'extradition des membres de la famille du souverain déchu réfugiés en Algérie, notamment sa fille Aïcha qui a bravé à maintes reprises son obligation de réserve.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Secret de Polichinelle. Les nouveaux maîtres de Tripoli ne font pas mystère de leur volonté de «récupérer» la famille et les partisans de Kadhafi qui ont trouvé refuge en Algérie et ailleurs.

Le 26 février dernier, le chef du CNT, Mustapha Abdeldjalil, a haussé le ton à l'encontre des pays voisins de la Libye qu'il a accusés de ne pas coopérer sur la question. «Si ces pays ne coopèrent pas avec nous sur cette question, leurs relations avec la Libye peuvent arriver à un point dangereux», a-t-il alors soutenu, précisant «nous avons déjà exprimé nos exigences à ces Etats, mais ils refusent de prendre des mesures et les (les réfugiés, Ndlr) empêcher d'agir contre la Libye».

Si Abdeldjalil, qui s'exprimait lors d'une conférence de presse, s'est retenu de citer un quelconque Etat, son propos visait, sans nul doute, également l'Algérie qui a accordé asile humanitaire à des membres de la famille de Kadhafi, parmi eux l'épouse mais surtout la fille Aïcha qui n'a pas cessé de faire parler d'elle. Cette dernière a, à travers des messages radiodiffusés, incité à deux reprises les fidèles au régime déchu à poursuivre la guerre contre les nouvelles autorités libyennes et à venger «le guide» sommairement liquidé après sa capture alors qu'il se cachait dans une bouche de canalisations.

Les autorités algériennes se sont suffi, rappelons-le, d'émettre des rappels à l'ordre à l'encontre de Aïcha Kadhafi qui a manqué gravement à son obligation de réserve. Mustapha Abdeldjalil ayant évoquer publiquement la question, on ne sait qu'elle attitude adopteront les autorités algériennes qui, jusque-là, ont considéré qu'elles n'étaient tenues par aucune obligation de livrer la famille Kadhafi accueillie pour des raisons humanitaires. Amar Belani, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, s'exprimant sur la visite de Medelci à Tripoli, a déclaré qu'elle «s'inscrit dans le cadre de la concertation politique sur des questions d'intérêt commun» et qu'elle traduit «la volonté exprimée par les deux pays de renforcer leurs relations de coopération pour les hisser au niveau de la qualité des liens fraternels et historiques qui unissent leurs deux peuples». Cela étant, le Conseil national de transition (CNT) libyen ne se sent toujours pas l'obligation diplomatique d'effectuer une visite dans la capitale algérienne. Une visite pourtant promise, après l'entrevue à Doha, sous l'entremise de l'émir du Qatar, entre Abdelaziz Bouteflika et Mustapha Abdeldjalil. C'était en marge du sommet du gaz. Et c'était le président algérien qui a fait plusieurs milliers de kilomètres pour aller s'entretenir avec Abdeldjalil qui, lui, ne semble pas revenir à un meilleur sentiment à l'endroit de l'Algérie qui a été solidaire de Kadhafi tout au long de la révolte libyenne. Plutôt que d'assister au CNT débarquer à Alger, c'est Medelci qui doit poser ses valises à Tripoli.

S. A. I.